



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration
locale

Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique

Installations classées pour la protection de
l'environnement

Commune de FRICOURT

Société Fricourt Environnement Recyclage (FER)

ABROGATION DE MISE EN DEMEURE

ARRÊTÉ du 23 DEC. 2016

Le Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législatives et réglementaires relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 avril 2012 mettant en demeure la société Fricourt Environnement Recyclage (FER) pour l'activité de récupération de ferrailles, de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) et de transit de déchets sur le territoire de la commune de FRICOURT.

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 7 décembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 7 novembre 2016 que l'exploitant a respecté l'arrêté de mise en demeure du 12 avril 2012 pour le site de récupération de ferrailles, de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) et de transit de déchets sur le territoire de la commune de FRICOURT ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

ARRÊTE

Article 1 :

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 12 avril 2012 délivré à la société Fricourt Environnement Recyclage sont abrogées.

Article 2 :

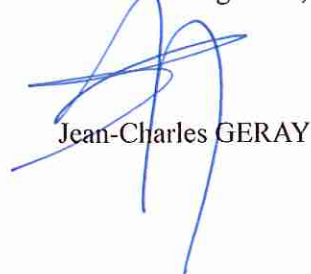
Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article R.514-3-1 du même code.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Fricourt Environnement Recyclage (F.E.R.) et dont une copie sera adressée au maire de Fricourt.

Amiens, le 23 DEC. 2016

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Jean-Charles GERAY